

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/3 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.3.63595

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nismus zu einem Teil dieses menschenverachtenden Systems gemacht haben. Aber Männer wie Müller und Paulus waren nicht nur Opfer des DDR-Regimes.

Angesichts der vielen Beispiele dafür, wie auch hohe und höchste NVA-Offiziere sich fast durchweg gegenseitig für die Stasi bespitzelt haben, angesichts der Belege für Denunziationen und Verrat erscheint es allerdings unverständlich, wieso sich Lapp unlängst in der Öffentlichkeit für eine Rehabilitation solcher Offiziere eingesetzt hat.

Winfried HEINEMANN, Potsdam

Alfred Toepfer: Stifter und Kaufmann. Bausteine einer Biographie – Kritische Bestandsaufnahme, hg. von Georg KREIS, Gerd KRUMEICH, Henri MÉNUDIER, Hans MOMMSEN und Arnold SYWOTTEK (†), Hamburg (Christians) 2000, 488 p. – Jan ZIMMERMANN, Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. 1935–1945. Darstellung und Dokumentation, hg. von der Alfred Toepfer Stiftung F.V.S., Hamburg (Christians) 2000, 951 p. (Schriften der Alfred Toepfer Stiftung F.V.S.).

Le 5 octobre 1996, à l'occasion de la remise du prix Strasbourg à Egon Klepsch, président allemand du parlement européen de 1992 à 1994, parut une brochure blanche intitulée «Ombres et Lumières sur les fondations Toepfer», recueil d'études de sept auteurs, pour la plupart enseignants-chercheurs dans les universités de Strasbourg, Mulhouse et Metz. L'objet de cette publication était de rappeler les étroites relations que le mécène du prix Strasbourg avait entretenues avec le Troisième Reich, son soutien matériel et idéologique au régime national-socialiste et plus largement la continuité de ses engagements pangermanistes, avant comme après la Seconde Guerre mondiale. L'un des auteurs, Lionel Boissou, écrivait en conclusion de son rapport: «Toepfer, par son action, n'a en rien servi la démocratie, ni le rapprochement des peuples, bien au contraire ... À aucun moment, après 1945, Alfred Toepfer ne s'est livré à un quelconque examen critique de son propre passé et de celui de ses fondations»¹.

Le même jour, les «Dernières Nouvelles d'Alsace» publièrent un article allant dans le sens de la critique développée par le livre blanc. Le conseil municipal de Strasbourg, sous la direction de Catherine Trautmann, décida quelques semaines plus tard de ne plus participer à la remise du prix et somma la fondation de ne plus utiliser le nom de Strasbourg, suivi le 6 décembre dans cette voie par le président de l'Université, Albert Hamm, qui dénonça le prix Strasbourg comme un prix ethnique. L'éclat de la mairesse socialiste, inconcevable sous le régime de ses prédécesseurs conservateurs, s'expliquait par le fait que le livre blanc traitait des relations franco-allemandes et montrait que le mécène favorisait, en Alsace, des réseaux de notables conservateurs, repliés sur eux-mêmes et n'ayant que de faibles échanges avec l'extérieur, confortant ainsi la conception d'un lien social à base ethnique². Mais les événements de l'automne 1996 ne révélèrent rien de véritablement nouveau, car c'est dès la seconde moitié des années 1970 que Toepfer avait été en quelque sorte rattrapé par son passé. À la suite de la publication de deux études historiques allemandes, qui établissaient les liens que le pangermaniste Toepfer avait entretenus dans les années 1930 avec le mouvement autonomiste alsacien-lorrain et qui démontraient l'appui apporté ultérieurement par le mécène à la politique de nazification de l'Alsace, une campagne de presse, animée par le «Canard Enchaîné» et les «Dernières Nouvelles d'Alsace» et relayée par la protestation d'anciens résistants, avait contraint, au printemps 1979, Raymond Barre, lauréat en compa-

1 Lionel BOISSOU, Toepfer, ses fondations et le nazisme, in: Ombres et Lumières sur les fondations Toepfer, p. 33.

2 Voir en particulier Philippe BRETON, Le mécanisme d'influence des réseaux Toepfer: la stratégie du précédent, in: *ibid.*, p. 5–6.

gnie d'Helmut Schmidt du prix Europe pour la politique, à reverser à une œuvre de charité le montant de son prix. La polémique mit alors en évidence le caractère sulfureux de la personnalité du mécène allemand. Dans une lettre adressée au Garde des Sceaux Jean Lecanuet, en date du 29 octobre 1979, Pierre Pflimlin, maire de Strasbourg, lui-même lauréat en 1975 d'un prix Toepfer, fit état d'un dossier de police sur l'assistance apportée par Toepfer aux autonomistes dans les années 1970 »dont les préfets successifs prennent connaissance, ce qui les conduit à prendre une attitude réservée à l'égard de M. Toepfer«. Mais la réserve officielle des représentants de l'État n'altérait en rien l'efficacité des réseaux Toepfer: qui appartenait aux réseaux avait de l'influence. Et l'attribution d'une distinction permettait parfois de lever certaines réticences individuelles: ainsi André Bord, critique à l'égard de Toepfer en 1979, loua en 1993, après avoir lui-même reçu la médaille de Strasbourg, le »grand admirateur de la culture française«.

En 1997, devant l'intensification des attaques et la suspension du prix Strasbourg, la fondation Alfred Toepfer F.V.S. constitua une commission d'historiens³ pour écrire, sur la base de toutes les sources disponibles, une histoire de son fondateur, de ses fondations et de ses entreprises avant tout jusqu'en 1945. Les travaux de la commission ont donc abouti à la publication des deux présents ouvrages: »Alfred Toepfer Stifter und Kaufmann. Bausteine einer Biographie«, composé de sept contributions⁴; un second volume rédigé par le seul Jan Zimmermann sous le titre »Die Kulturpreise der Stiftung F.V.S. 1935–1945«, qui constitue en relation avec le précédent une documentation exclusivement consacrée à l'attribution des prix culturels sous le régime national-socialiste. »Alfred Toepfer Stifter und Kaufmann ... « s'ouvre par une introduction signée par les membres de la commission scientifique et qui constitue le relevé des conclusions, provisoires et prudentes, auxquelles celle-ci est parvenue: Alfred Toepfer ne fut ni un promoteur du national-socialisme avant 1933, ni un inconditionnel du régime de 1933 à 1945, mais il n'a pas combattu la dictature et n'a jamais manifesté de solidarité avec les victimes persécutées ou avec les cercles de la Résistance. Le mécène est en fait resté avare d'explications sur ses activités sous le Troisième Reich. La commission date de 1943 l'amorce de changement du concept de prix culturel, jusqu'alors impérialiste, en un programme rapporté à la multiplicité culturelle européenne, ouvrant la voie, après 1945, à la promotion pacifique de l'unité européenne. Mais le principal problème que pose l'étude des fondations Toepfer est celui de la continuité en terme de personnel avant comme après la Seconde Guerre mondiale.

Alfred Toepfer naquit à Altona le 13 juillet 1894. Il était le fils d'un officier de marine, devenu chef d'entreprise. Deux expériences décisives marquèrent la formation du jeune Toepfer. Membre du mouvement de Jeunesse, il subit fortement l'influence des idées de Julius Langbehn, développées en particulier dans l'ouvrage »Rembrandt comme éducateur«, l'hostilité à la grande ville et à la civilisation moderne, l'affirmation que les Allemands constituaient la noblesse du monde. Appartenant à la génération des combattants du feu, il poursuivit l'expérience de la guerre après 1918 dans le corps franc du général Georg Maercker. Rendu à la vie civile, Toepfer fonda en novembre 1919 à Hambourg une entre-

3 La commission se composait des professeurs Georg Kreis (Bâle), Gerd Krumeich (Düsseldorf), Henri Ménudier (Paris III), Hans Mommsen (Feldafing), sous la présidence d'Arnold Sywottek (Hambourg) lui-même décédé le 31 août 2000.

4 Hans MOMMSEN, Winfried MARX, Alfred Toepfer dans la vie politique allemande de 1913 à 1945; Georg KREIS Toepfer et l'Alsace; Jan ZIMMERMANN, Des auberges de jeunesse aux prix culturels européens; Hugbert FLITNER, Meike WOYKE, Structures de la fondation F.V.S. de 1931 à 1999; Arnold SYWOTTEK, La maison de commerce Alfred C. Toepfer (1920–1961); Christian GERLACH, L'expansion à l'est de l'entreprise commerciale Alfred C. Toepfer 1940–1945; Arne RADTKE-DELA-COR, Les activités économiques d'Alfred Toepfer en France occupée en 1943/1944: la firme Stahlberg & Co.

prise commerciale (ACT) qui se spécialisa en particulier dans le commerce d'aliments pour le bétail puis dans le transit des céréales. Ses premiers employés furent des camarades de régiment et de corps franc. Il constitua ainsi une »firme de soldats« cultivant les valeurs de la discipline et de l'économie. Dans les années 1920, ACT connut un essor spectaculaire, devenant la deuxième entreprise allemande pour le commerce des fruits et des céréales. Son frère Ernst ouvrit à son tour une filiale à New-York à la fin de la décennie. Idéologiquement, Alfred Toepfer pouvait alors être défini comme un non-conformiste, à la droite du DNVP, sans conception politique claire, mais foncièrement hostile à la sociale-démocratie et aux syndicats, et de manière plus générale à l'Occident démocratique et parlementaire. Sa rencontre avec Ernst Niekisch, avec lequel il se lia durablement, fut également décisive. Alfred Toepfer pouvait être alors qualifié de pangermaniste, favorable à l'*Anschluß*, mais surtout intéressé par les régions frontalières situées à l'ouest et au nord du Reich, ce qui le distingue incontestablement des orientations traditionnelles de l'impérialisme *völkisch* et nazi.

Dès le milieu des années 1920, Alfred Toepfer envisagea de consacrer une partie de sa fortune à des fonds d'intérêt collectif. La loi sur les devises, adoptée en août 1931 par le gouvernement Brüning pour empêcher la fuite des capitaux, l'amena finalement à constituer, en décembre 1931, deux fondations: la fondation Johann Wolfgang Goethe, à Vaduz, dans laquelle Alfred agit en qualité de plénipotentiaire de son frère Ernst, et la fondation Freiherr von Stein (F.V.S.), à Hambourg. Les fondations lui offraient en fait la possibilité de s'engager dans la politique sociale, sans se lier à un parti politique. Le statut de la fondation F.V.S. adopté en 1932 explicitait clairement l'orientation pangermaniste qui présidait à son action: »La fondation doit servir à la promotion du peuple allemand en Europe et à l'entretien du sentiment d'appartenance spirituelle et culturelle chez tous les Européens, qui se reconnaissent dans la langue et la culture allemande ... «.

Les fondations procédèrent tout d'abord à l'achat d'auberges de jeunesse et de grands domaines, comme le domaine de Kalkhorst dans le Mecklembourg, qui devinrent à la fois des lieux de rassemblement pour la jeunesse et des mémoriaux consacrés aux victimes allemandes de la Grande Guerre ou à des héros du mouvement *völkisch* comme Langbehn. Toepfer aida ainsi des autonomistes alsaciens pronazis à faire l'acquisition, en 1932, du château de la Hünenbourg, au nord de Saverne, qui devint un point d'appui du mouvement *völkisch* en Alsace, avec l'organisation de soirées de poésie et de musique, et un mémorial aux victimes allemandes de la guerre de souche alsacienne-lorraine.

À la suite de la »prise du pouvoir«, Alfred Toepfer se rallia progressivement au régime national-socialiste, à la pérennité duquel il ne crut tout d'abord pas, et dont il ne partageait pas non plus l'antisémitisme et l'idéologie raciale. Les liens qu'il conserva avec Niekisch et les infractions qu'il commit à l'encontre de la législation sur les capitaux lui suscitèrent des difficultés qui lui valurent d'être interné en juin 1937: mais un compromis fut bientôt négocié, et toutes les poursuites contre Toepfer furent abandonnées en octobre 1939. Confronté à la crise économique, au début des années 1930, Toepfer transforma ACT, en 1937, en société en commandite. Mais la guerre lui offrit bientôt de nouvelles et fructueuses perspectives d'expansion, avec le développement des importations de céréales et de semences oléagineuses en provenance des Balkans. En janvier 1940, ACT constitua une première filiale à Posen, dans le Warthegau, et deux ans plus tard elle développa deux antennes à Cracovie, dans le Gouvernement Général. Les activités des filiales demeurèrent étroitement liées aux objectifs de guerre du régime et à sa politique d'occupation. ACT se compromit avec la politique d'extermination, en livrant de la chaux éteinte au ghetto de Lodz, pour recouvrir les cadavres dans les fosses. Dans le même temps, les prix culturels de la fondation F.V.S. s'efforçaient de promouvoir la »germanité«.

À partir de 1935 en effet, les deux fondations développèrent un programme de prix culturels. Ceux-ci devaient demeurer, en apparence, des distinctions académiques, en fait ils

épousaient étroitement les intérêts politiques de la nouvelle Allemagne. Les deux fondations de prix furent présidées par Adolf Rein, recteur de l'université de Hambourg, et le géographe Friederich Metz, recteur de l'université de Fribourg de 1936 à 1938, et bénéficièrent du concours de plusieurs ministères et organismes du régime. De 1935 à 1944, soixante-quatre lauréats furent honorés des prix *volksdeutsche* de la fondation Johann Wolfgang Goethe: en très grande majorité de nationalité allemande, ils appartenaient aux cultures régionales germanophones, compatibles avec la propagande culturelle nationale-socialiste. Les récipiendaires des prix hanséatiques de la fondation F.V.S. furent au contraire des représentants de la culture nationale de leurs pays, à l'image de l'écrivain suédois Verner von Heidenstamm, distingués au nom de leur bonne disposition à l'égard de la nouvelle Allemagne. À la fin de la guerre cependant, le programme des prix culturels subit une modification stratégique, en relation avec l'évolution du mécène. Au mois de juillet 1943, Toepfer rencontra Ernst Jünger à Paris et, sous l'influence de ce dernier, ratifia une déclaration de paix à la jeunesse d'Europe. Toepfer aurait alors cautionné le projet de la création des États-Unis d'Europe. Dans une lettre adressée à Friederich Metz au mois de juin 1944, il affirma que: »depuis 1941 la guerre s'était élargie en un combat pour l'affirmation de la culture, de la civilisation et de l'indépendance européenne contre les puissances mondiales étrangères à l'espace.«

Il envisagea alors le développement d'un programme de prix culturels européens, dans lequel la Russie devait être englobée, alors que le nombre des prix *volksdeutsche* devait être réduit. Dans le même temps cependant, le capitaine Toepfer, placé depuis le 1er janvier 1943 à la disposition du ministère de l'économie du Reich, se trouva associé, en France, à de fort peu glorieux trafics qui tenaient beaucoup plus du pillage que des idéaux spirituels du combat pour la culture et la civilisation. Depuis la fin de l'année 1942, les autorités du Reich s'efforçaient en effet de se procurer par tous les moyens des devises pour payer les importations de matières premières ainsi que la dette de clearing du Reich. Le »commerce d'exportation complémentaire« conduisit ainsi les services du capitaine Toepfer, derrière la firme écran Stahlberg & Co., à s'impliquer dans divers trafics de revente de bouteilles de champagne, d'automobiles et de machines, si peu honorables que l'administration du Plan de Quatre Ans en exigea la liquidation en mars/avril 1945! L'examen des sources disponibles ne permet cependant pas de conclure à un enrichissement personnel de Toepfer et de ses fondations.

Arrêté en 1945 du fait de son appartenance à l'*Abwehr*, Toepfer fut libéré en août 1947, ayant échappé aux condamnations les plus lourdes. Ses biens, saisis en 1945, lui furent intégralement restitués, et il ne tarda pas à reconstituer un réseau commercial mondial. Le développement du mécénat accompagna à nouveau la réussite professionnelle. Toepfer se réclamait désormais explicitement d'un idéal européen, dont témoignent les statuts de la fondation F.V.S. de 1969: »La fondation doit se dévouer dans son travail à la promotion du domaine culturel allemand et des domaines culturels restant en Europe et encourager ce faisant le sentiment d'affinité de tous les Européens.«

Mais l'ambiguïté ne fut pas levée pour autant. Si l'on considère la politique des prix Toepfer en Alsace après 1945, la question du sens de cet engagement reste valide: Toepfer poursuivit-il une politique de valorisation de la germanisation de l'Alsace ou souhaita-t-il remettre en question, comme dans l'entre-deux-guerres, l'appartenance de l'Alsace à la France? En fait, la conception de Toepfer demeura inchangée: l'Alsace lui apparaissait comme un modèle de région trans- ou anationale. Dans les années 1970, sa pensée se mouvait encore dans cette ambivalence, qui occultait aussi l'indiscutable approbation donnée par le mécène à l'annexion de fait de l'Alsace au Reich en 1940, en dehors de toute référence au projet européen. Le recrutement des personnels dans l'entreprise comme dans les fondations Toepfer vient également conforter la thèse d'une continuité de la pensée et de l'action d'Alfred Toepfer. L'homme d'affaires et le mécène employa, après 1945, trois catégories de personnes: les camarades de son unité militaire et de son corps franc, les individus qui s'étaient comportés de

manière convenable à l'époque de la détention, et les »existences ratées« du Troisième Reich, du point de vue de Toepfer injustement traitées après 1945. De hauts fonctionnaires du régime national-socialiste, directement impliqués dans les crimes du régime et dans le judéo-cide, furent recrutés par ACT après 1945, comme Hans-Joachim Riecke, responsable de la politique agricole dans les territoires soviétiques occupés de 1941 à 1944, et surtout comme Edmund Veessenmayer, plénipotentiaire du Reich en Hongrie en 1944.

Il convient donc bien évidemment de saluer l'indiscutable qualité du travail scientifique accompli par les membres de la commission réunis par la fondation F.V.S., tout en déplorant que, dans cette entreprise, la fondation se trouve être à la fois juge et partie. Alfred Toepfer, décédé en 1993, fut un pangermaniste atypique, plus attiré par les marges occidentales du Reich que par les confins orientaux. S'il ne partagea pas les conceptions raciales et antisémites du régime national-socialiste, il n'en développa pas moins, pendant la guerre, une politique commerciale conforme aux objectifs de guerre et à la politique d'occupation allemande en Europe. Après 1945, rien ne prouve que sa pensée ait fondamentalement évolué. Il demeura fidèle jusqu'à ses derniers jours aux réseaux conservateurs et nationaux qu'il avait su patiemment tisser depuis la Première Guerre mondiale. Mais il sut aussi manipuler habilement certains réseaux de notables alsaciens, qui ne restèrent pas insensibles à l'attrait d'une médaille et d'un éloge public, même décernés par un mécène au passé douteux. De telles ambiguïtés n'étaient pourtant guère bénéfiques à l'Alsace comme à l'amitié franco-allemande, et l'on ne peut que se féliciter de ce que »l'usage ait été rompu« avec un homme dont la vie et l'expérience se situèrent aux antipodes du modèle d'une Europe humaniste et éprise de libertés.

Michel FABRÉGUET, Strasbourg

Klaus MITTERMAIER, *Vermißt wird ... Die Arbeit des deutschen Suchdienstes*, Berlin (Ch. Links) 2002, 189 p., ill.

Ce petit livre en dit certainement plus que bien des gros ouvrages: il est vrai qu'il demande du lecteur autre chose que de simples connaissances et curiosités historiques.

En effet, le Service de recherches des personnes disparues de la Croix Rouge allemande, créé en mai 1945, a été confronté à un des plus grands désastres de la Deuxième Guerre mondiale, celui du reflux des populations allemandes devant la poussée victorieuse des armées soviétiques. L'Europe en guerre a également provoqué un extraordinaire mouvement de flux et reflux de millions de »displaced persons« errant en Allemagne notamment. Et puis, par un retour inverse du pendule de l'histoire, plusieurs millions de militaires de l'ex-*Wehrmacht*, mais aussi des organismes du Reich les plus divers se sont retrouvés en captivité, aux USA, au Canada, en France et en URSS notamment. Plusieurs bureaux s'ouvrirent, à Flensburg, Friedland, Munich, Rastatt, en Sarre, sous le contrôle des autorités d'occupation respectives et avec leur aide matérielle dans bien des cas. Rien qu'à Friedland par exemple, plus de 3 700 000 personnes transitèrent et furent réparties dans les zones occidentales. En août 1946, les Soviétiques autorisèrent la création à Berlin d'un Service de recherche pour leur zone d'occupation et fin septembre déjà, plus de six millions de fiches concernant la population »déplacée« étaient disponibles. Avec la fondation de la RFA en 1949, les Services régionaux furent administrativement placés sous l'autorité du ministère de l'intérieur à Bonn.

Le Service de recherche de la Croix Rouge allemande réalisa un exploit technique remarquable, d'une ampleur encore jamais égalée, à partir de 1957, 118 400 volumes de photographies furent imprimés, contenant des renseignements relatifs à 1 400 000 disparus. 2 600 000 anciens soldats purent être interrogés jusqu'en 1965 et grâce aux photographies publiées et qui circulèrent en RFA, 300 000 témoignages purent être recueillis. Ce n'est qu'au début des